

Emmanuel Macron se rend à partir de ce soir en Inde, un pays qui s'est libéralisé et modernisé ces dernières années, au point d'être à deux doigts de devenir la 5^e puissance économique mondiale.

Même si les inégalités restent fortes sur le sous-continent, où plus de la moitié de la population vit en deçà du seuil de pauvreté, une classe moyenne s'est constituée lors de la dernière décennie.

Illustration avec une famille de la banlieue de New Delhi, passée en deux générations de la condition de petits agriculteurs pauvres à cette classe émergente portée par la croissance.

L'ascension fulgurante d'une famille indienne

— En deux générations, des millions de foyers indiens sont sortis de la pauvreté pour accéder à la classe moyenne, portés par la croissance économique de leur pays. Illustration avec l'histoire de Rajeev Chouhan et de sa famille.

Delhi
De notre correspondante



De dos d'âne en ornières, un savant trajet labyrinthique mène à la maison de Rajeev Chouhan. Impossible de décider si le paysage est celui de la campagne ou de la ville. Dans ce quartier aux confins de Gurgaon, une cité-champignon au sud-ouest de New Delhi née de la croissance économique indienne, les champs cultivés alternent avec les tours résidentielles et les petites échoppes aux briques rouges. En grande banlieue de la capitale de l'Inde, temporalités et urbanités s'entrechoquent dans ces décors improbables.

« La vie est moins chère qu'à Delhi, commente Rajeev Chouhan, 44 ans, qui loue un appartement dans une maison calme. Et mon usine est à dix minutes en voiture. » Avec sa femme Jyoti, son fils Parth et sa fille Shri, il a inventé ici son ascension pour rejoindre les rangs d'une classe moyenne en pleine expansion, dans une Inde de 1,3 milliard d'habitants. En une génération, des fils de paysans, comme lui, sont devenus des entrepreneurs.

Dans les veines de Rajeev et de Jyoti coule le sang de la caste des fiers guerriers rajput. Rajeev en a gardé la stature. « Mon grand-père était si fort qu'on disait qu'il pouvait trancher un buffle d'un coup d'épée », dit-il. Et s'il ne se souvient pas du prénom de ce grand-père, il garde l'image d'une génération qui s'est escrimée à élever des chèvres et cultiver les terres arides d'un village du Rajasthan. Pour évoquer le passé, il ne reste que l'album des photos de mariages où finissent de s'effacer les visages des aïeux. En Inde, pays où la dureté de la vie efface, balaye et reconstruit sans cesse, l'histoire laisse peu de traces. Alors que Jyoti sert un thé, le couple se concerta sur la lignée paternelle. À côté, les enfants font leurs devoirs.

Le grand-père de Rajeev est issu d'une famille de fermiers, mais, distinction prestigieuse, il commande un bataillon pour le maharajah de Jodhpur. En 1947, quand l'Inde devient démocratique, le maharajah lui donne des terres, dans le village d'Arath. Les hautes castes contestent ce privilège et l'obligent à en céder l'essentiel. À sa mort, des suites de morsures d'un chien enragé, l'aîné de ses sept enfants, Guman, est éduqué par un oncle qui va s'installer dans un autre village du Rajasthan. L'oncle, gardien d'une école, y inscrit Guman. Le bac en poche, celui-ci s'engage dans l'armée et fonde une famille.

repères

Un pays à la démographie dynamique

Pays hétérogène aux identités multiples, l'Inde compte plus de 1,3 milliard d'habitants, deux langues nationales et 22 langues reconnues dans la Constitution, ainsi que 2 000 groupes ethniques répartis dans 29 États et sept territoires. Toutes les grandes



La famille Chouhan, dans la banlieue de New Delhi. Vanessa Dougnac

Rajeev naîtra en 1973. Il grandit dans les villes où son père est muté. Au début des années 1990, il est décidé qu'il vivra seul à Delhi pour poursuivre ses études.

« Avant moi, personne n'avait fait d'études », souligne Rajeev. La classe moyenne indienne s'est ainsi forgée dans les vagues des réformes libérales des années 1990 et 2000, lorsque Rajeev se lance dans la vie active. Lui passe une licence en arts, valide un diplôme en informatique. « J'ai trouvé une petite entreprise de textiles qui, pour faire sérieux, venait d'acheter des ordinateurs. Ils n'ont même pas vérifié mes compétences. C'était mon premier job et le plus beau jour de ma vie, le

28 juillet 1992. » Son salaire est très bas : 1 000 roupies (12,40 €) par mois. « J'allais à vélo au travail pour économiser les 3 roupies du prix du billet de bus », se souvient-il. Rajeev y reste sept ans et apprend les ficelles du métier.

Un jour, dans un marché, il rencontre un acheteur qui s'apprête à repartir en Italie et le met au défi : « Si je lui fabriquais 100 sacs dans la journée pour qu'il puisse les rapporter le soir même, il me promettrait un emploi. Je me revois en train de foncer à l'aéroport à l'arrière d'une moto, avec 50 sacs passés sur un bras et 50 sacs sur l'autre, manquant de m'envoler avec la vitesse... » Rajeev intègre ainsi la fa-

brication d'accessoires et enchaîner les entreprises. À l'époque, son père lui organise un mariage arrangé avec Jyoti, qui reste dans un premier temps au Rajasthan où elle est institutrice. « Je travaillais comme un esclave, mais mon salaire était ridicule. En 2004, je n'en pouvais plus. J'ai décidé de rentrer au village. Mais à peine arrivé, j'ai reçu un appel d'embauche d'une grande entreprise française, Lecoanet Hemant, me proposant le double de mon salaire. À partir de là, ma vie a changé. »

« Je n'ai jamais trempé dans la corruption. En Inde, si on travaille très dur, on peut faire des affaires. »

En 2006, Rajeev monte sa compagnie spécialisée dans le cuir, Accessoires India. Fort d'une clientèle française, il s'achète une usine en 2014. Depuis, il emploie 50 personnes. Il ne cesse de se développer et son frère l'a même rejoint. « Je n'ai jamais trempé dans la corruption », précise Rajeev. En Inde, si on travaille très dur, on peut faire des affaires. »

C'est ainsi que Rajeev a rejoint la *middle class* indienne, cette nébuleuse sociale inédite difficile à quantifier. Elle est généralement estimée entre 10 % et 30 % de la population. Mais la dernière étude des économistes Sandhya Krishnan et Neeraj Hatekar assure qu'elle a doublé en dix ans et englobe 600 millions d'Indiens...

Il y a trois ans, et pour son travail, Rajeev s'est rendu pour la première fois à l'étranger, à Paris. L'an prochain, il espère y emmener sa femme et ses enfants. Ses contacts avec les étrangers n'ont pas remis en question ses valeurs traditionnelles. Sa femme ●●●

religions du monde y sont représentées.

L'émergence d'une classe moyenne

Alors que plus de la moitié de la population continue de vivre sous le seuil de pauvreté, une classe moyenne s'est affirmée au cours de la dernière décennie. D'après des estimations, environ 31 millions de ménages (160 millions de personnes) ont des revenus supérieurs à 20 000 dollars

par an (16 000 €), et 71 millions de ménages (359 millions de personnes) gagnent plus de 1 000 dollars par an.

Un produit intérieur brut en forte croissance

Le produit intérieur brut (PIB) a connu une progression fulgurante entre 2006 et 2016, passant de 834 à 2 026 milliards de dollars, malgré le ralentissement de l'économie mondiale après 2008.

Une famille de la middle class dans un quartier résidentiel. Atul Loke/PANOS-REA



●●● Jyoti s'occupe du foyer. Il affirme néanmoins qu'il laissera ses enfants décider de leur vie adulte. Et comme l'ensemble de la classe moyenne, il soutient aussi le premier ministre Narendra Modi et son parti nationaliste hindou : « Modi a donné une bonne image de l'Inde et il transforme l'économie. »

Rajeev garde la nostalgie du village du Rajasthan où sont restés ses parents. Eux n'aiment pas le tumulte de Delhi. « Dans dix ans, j'aimerais retourner y vivre, avoue Rajeev. J'ai acheté un terrain pour y construire une belle ferme. J'ai travaillé dur pour ne manquer de rien. J'en suis fier et je peux dire que nous avons réussi à être une famille heureuse. »

Vanessa Dougnac

Un premier sommet sur le solaire pour Emmanuel Macron

Attendu ce vendredi en fin de journée à New Delhi, Emmanuel Macron participera dimanche au premier sommet de l'Alliance solaire internationale (ASI), une coalition issue de la COP21, portée par l'Inde et la France et destinée à promouvoir cette énergie renouvelable. Au terme de sa visite, lundi, le président français devrait inaugurer la grande centrale solaire de Mirzapur (75 mégawatts) construite par Engie via sa filiale Solairedirect. Les deux pays poursuivront par ailleurs les négociations autour de la vente de six réacteurs nucléaires de nouvelle génération EPR, ainsi que d'équipements militaires. Enfin, Emmanuel Macron et le premier ministre Narendra Modi signeront un accord de défense permettant un accès logistique aux navires indiens dans les bases françaises de l'océan Indien.

Le bilan contrasté des réformes

— Depuis les réformes de 1991, l'économie indienne s'est progressivement libéralisée et modernisée, devenant l'un des moteurs de la croissance mondiale.

La nouvelle tombe à pic pour le premier ministre Narendra Modi à un an d'élections législatives que son mouvement, le BJP (Parti du peuple indien), espère remporter : actuelle 7^e économie du monde, l'Inde s'apprête ces prochains mois à devenir la 5^e puissance en termes de produit intérieur brut, devant la France et la Grande-Bretagne. Cette projection est la conséquence de deux décennies de croissance portée par la jeunesse de la population, l'amélioration de la productivité, l'urbanisation et la taille d'un marché immense et prometteur. « Après une phase de décélération en 2017, on s'attend jusqu'en 2020 à des chiffres autour de 7,5 % de croissance, prévoit Carlos Casanova, économiste chez l'assureur-crédit Coface. Le pays devrait rester un moteur important de l'économie mondiale malgré des problèmes structurels qui freinent son développement. »

Arrivé à la tête du pays en 2014 avec l'étiquette d'ami des entrepreneurs, Narendra Modi est crédité de plusieurs succès qui ont rassuré les investisseurs étrangers, lesquels ont multiplié par deux leurs dépenses dans le pays au cours des cinq dernières années. Sous sa tutelle, l'Inde est parvenue à maîtriser une inflation à deux chiffres. « Le récent plan de recapitalisation du secteur bancaire, un des points faibles du pays, précise Stéphanie de Torquat, macro-économiste chez Lombard Odier, facilite aujourd'hui la reprise des prêts bancaires. Les perspectives sont plutôt bonnes. »

Le mandat de Narendra Modi a été marqué par une réforme du système fiscal saluée par les organisations internationales : une TVA unifiée. Le gouvernement a mis fin aux taxes douanières entre les 29 États de l'Union indienne, créant de ce fait un marché unique. « Cette mesure importante a eu des effets négatifs à court terme car il faut laisser aux entreprises le temps de s'adapter au changement, constate Carlos Casanova. Les conséquences positives sur le développement du pays devraient se faire sentir à moyen terme. »

Les économistes sont davantage divisés sur la seconde réforme choc de l'ère Modi : la suppression en novembre 2016 de deux billets de banque représentant 86 % de la monnaie en circula-

tion. La mesure, décidée presque du jour au lendemain afin de lutter contre la corruption, le travail au noir et l'évasion fiscale, a freiné la consommation et contribué au ralentissement de la croissance. Les défenseurs du programme veulent croire que la démonétisation encouragera les paiements par carte bancaire et élargira la base de l'imposition, traditionnellement très faible en Inde.

Après deux décennies d'ouverture du marché, le premier ministre a surpris les observateurs en relevant en décembre 2017, puis en février 2018, les droits de douane sur plus d'une cinquantaine de produits. Ces mesures protectionnistes concernent notamment les composants électroniques, les portables, les pièces automobiles, les parfums, les montres et les chaussures. Après avoir prôné l'industrialisation du pays autour du slogan « Make in India », le gouvernement espère ainsi accélérer les constructions d'usines étrangères.

« 10 % de la population active est protégée. Pour les 90 % restants, c'est la loi de la jungle. »

Ce virage protectionniste inquiète néanmoins les industriels occidentaux présents en Inde, qui doivent déjà faire face au manque d'infrastructures ou aux difficultés d'approvisionnement énergétique. « Le gouvernement veut imposer de plus en plus de contenu local dans les produits, mais tout cela reste encore très flou. Dans certains cas, il est aussi très difficile de trouver des partenaires indiens correspondant à nos standards », explique le représentant d'un grand groupe français, installé à New Delhi depuis plusieurs années.

En Inde, le cadre réglementaire demeure compliqué, avec des circuits très lents de décision et des formalités administratives excessivement lourdes. « 10 % de la population active est protégée. Pour les 90 % restants, c'est la loi de la jungle », ajoute un conseiller de l'ambassade de France. Les autorités ne nient pas le problème, mais soulignent les progrès accomplis ces dernières années, en se référant au classement Doing Business sur le climat des affaires, établi par la Banque mondiale. Entre 2014 et 2018, l'Inde y est passée de la 134^e à la 100^e place.

Olivier Tallès
(avec Jean-Claude Bourbon)